

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport 2011 de la Commission de gestion du Grand Conseil

La Commission de gestion présente son rapport sur la gestion 2011 du Conseil d'Etat. Il s'agit de la dernière année de la législature (2007-2012) avec, pour la première fois, une présidence quinquennale du Gouvernement. Quarante observations visant à améliorer les prestations destinées à la population vaudoise sont adressées au Conseil d'Etat.

D'une manière transversale, la COGES s'est penchée sur la question du bilan de la première présidence quinquennale du Conseil d'Etat, pourtant annoncé l'année dernière, et regrette qu'il n'ait pas été établi. Par ailleurs, la commission s'est interrogée sur le bien-fondé des tâches externalisées de l'Etat (nature, motivations coûts, etc.). Elle relève notamment que ce domaine manque de cohérence entre les différentes activités départementales.

Pour chacun des départements, les préoccupations suivantes peuvent être retenues :

DSE : application de Codex et heures supplémentaires à la Police de sûreté ;

DFJC : incompréhension sur le terrain de la vision de l'enseignement souhaité par l'OPTI ;

DINT : recrutement du personnel pénitentiaire, collaboration avec le Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire ;

DSAS : vieillissement de la population et besoin accru de lits C dans le canton ;

DEC : incitation à la construction de logements sur des terrains devenus disponibles à la suite d'un changement d'affectation ;

DINF : clé de répartition de la participation financière du Canton aux projets d'agglos ;

DFIRE : compréhension de la terminologie des courriers de l'ACI adressés aux contribuables vaudois.

Outre les quelques éclairages mentionnés ci-dessus et les autres thématiques

importantes, soulevées par la commission dans son rapport, la COGES attend encore les réponses du Conseil d'Etat sur le bug informatique du 23 octobre 2011.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 17 avril 2012

Anne-Marie Depoisier, présidente de la Commission de gestion, 079 637 26 08

[Commission de gestion du Grand Conseil - Rapport de gestion 2011](#)